

**PROCES-VERBAL
SEANCE PUBLIQUE
ORDINAIRE
CONSEIL MUNICIPAL
Vendredi 26 MARS 2021
18h30**

Le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique ordinaire, dans la salle polyvalente du gymnase du Bourg, le vendredi 26 MARS 2021 à 18H30 sous la présidence d'Éric PEYRON, Maire.

Plusieurs des dispositifs transitoires portant sur la gouvernance des collectivités territoriales et de leurs groupements prévus par les lois d'urgence pour faire face à l'épidémie de Covid 19, du 23 mars et du 22 juin 2020, ainsi que par les ordonnances des 1er, 8 avril et du 13 mai 2020 ont pris fin le 30 août 2020.

L'instauration de l'état d'urgence sanitaire depuis le 17 octobre 2020, a été confortée par la loi n°2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire. Celle-ci est entrée en vigueur le lundi 16 novembre 2020 et a été effective jusqu'au 16 février 2021 inclus. Comme l'indique les paragraphes I et II de l'article 6 de la loi, les réunions des assemblées délibérantes se sont de nouveau tenues dans des conditions dérogoires au droit commun.

La Loi n° 2021-160 du 15 février 2021 proroge l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 1^{er} juin 2021.

Dans ce contexte, le Conseil Municipal a continué de se dérouler dans la salle du gymnase du bourg de Mably car les conditions de sécurité dans la salle du Conseil Municipal en Mairie ne sont pas satisfaisantes pour l'accueil du public et des membres du Conseil Municipal. M. le Maire en a informé préalablement la préfète. Rappelons que par décret, les établissements recevant du public (salles de réunions et de conférences, installations sportives couvertes, etc.), peuvent accueillir les réunions des assemblées délibérantes.

Le quorum est fixé, pendant la durée de l'état d'urgence sanitaire, au tiers des membres présents et non à la moitié comme l'exige le droit commun. Attention, la loi est claire : il s'agit bien du tiers des membres présents et non du tiers des membres présents ou représentés. Si ce quorum n'est pas atteint, l'assemblée doit être de nouveau convoquée à au moins trois jours d'intervalle et peut alors se réunir sans condition de quorum.

Chaque membre du Conseil Municipal pourra être porteur de deux pouvoirs au lieu d'un. Les dispositions de l'article 1er du décret n°2020-860 du 10 juillet 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de covid-19 doivent nécessairement être respectées lors des réunions du Conseil Municipal. La salle sera donc disposée de façon à respecter les gestes barrières dont la distanciation sociale pour toutes les personnes présentes.

Il est également demandé à chaque élu le port du masque individuel ainsi que le lavage des mains à l'entrée et au moment des divers votes à bulletin. Une solution hydro alcoolique sera mise à disposition. Vous devrez vous munir également de votre propre stylo.

Le nombre de conseillers en exercice, au jour de la séance, était de **29** sur lesquels il y avait **25** membres présents, à savoir :

PEYRON Eric - PRALAS Serge – VIGOGNE Ambre - GODOT Robert – FADHLOUN BARBOURA Itidal - GENESTE Jacky – PLOTTON Françoise - BERNARD Valérie - DIAT Marie-Thérèse - DION Maurice - PILATO Anne - BARROSO Martine* - CHELBI Habib - SAUNIER Marlène – FORESTIER Nathalie - SECCO Patricia - VILLARD Xavier – MAHMOUDI Nassera – MICHAUD Pascal - DIALLO Daouda - PEGON Arnaud - LACOTE Clément - ROUCHON Marie-Laure - BARRIQUAND Bruno – CATHELAND Gérard

***BARROSO Martine est arrivée après le vote des comptes administratifs à 19h08 (Délibérations n°7, 8, 9)**

Absents excusés avec pouvoir : **BEN TAÏEB Karim – BARROSO Martine**

Absents sans pouvoir : **GAYA Patrick - LAVIGNOTTE Serge - VIEILLY Charlotte**

Secrétaire élu pour la durée de la séance : **VILLARD Xavier**

A l'ouverture de la séance, M. Le Président a déposé sur le bureau de l'Assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les Conseillers Municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

NOMS DES MANDANTS	NOMS DES MANDATAIRES
BARROSO Martine	CHELBI Habib
BEN TAÏEB Karim	PRALAS Serge

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Chaque élu a été destinataire du procès-verbal de la réunion du 26 février 2021, adopté à l'unanimité sans observation particulière.

M.PEYRON, pour commencer, donne la parole à M.GENESTE qui répond à la question posée par M.BARRIQUAND concernant la délibération n° 14 du 26 février 2021 « Présentation des rapports annuels 2019 sur le prix et la qualité de l'eau et de l'assainissement collectif/non collectif établis par roannaise de l'eau », question portant sur

le nombre d'agriculteurs à Mably qui utilisent les boues de la station d'épuration de Roannais Agglomération :

En 2020, 402.78 T de boues issues de la station de traitement des eaux usées de Roanne ont été épandues sur la commune de Mably sur une surface totale de 33.22 ha. 3 agriculteurs ont été concernés :

Raison Sociale	Parcelle	Surface épandue en ha	Qlité épandue en T
EARL de la GARAUDIERE	004 BEA 04	4,37	52,25
	007 BEA 07	6,89	84,67
	008 BEA 08	0,75	9,00
	009 BEA 09	5,07	61,97
	011 BEA 11	1,63	20,00
	503 BEA 05-3	0,73	9,00
	TOTAL	19,44	237,09
GAEC MONNET JL	041 MJL 4-1	6,11	73,24
	042 MJL 4-2	2,06	23,00
	TOTAL	8,17	96,24
LAFOND DAVID	006 LAF 06	3,62	44,45
	008 LAF 08	1,99	25,00
	TOTAL	5,61	69,45

ADMINISTRATION GENERALE

1. INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL SUITE A UNE DEMISSION VOLONTAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par courrier du 11 mars 2021 réceptionné le 15 mars 2021, Madame Marie-France D'HAYER a présenté sa démission. Monsieur Pascal MICHAUD, s'agissant du suivant sur la liste « Construisons ensemble le Mably de demain », a été sollicité.

En application de l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette démission est définitive à compter de sa réception. M. Le Sous-Préfet a parallèlement été informé de sa démission volontaire.

Conformément à la réglementation relative au remplacement des Conseillers Municipaux démissionnaires, et plus particulièrement à l'article L 270 du Code Electoral, il a été fait appel au candidat suivant sur la liste concernée « Construisons ensemble le Mably de demain », Monsieur Pascal MICHAUD qui a accepté de siéger au sein du Conseil Municipal.

M. PEYRON accueille M. Michaud au sein du Conseil Municipal et lui donne la parole afin qu'il se présente.

M. MICHAUD est très honoré de faire partie de ce Conseil Municipal et espère apporter son expérience en tant qu'architecte dessinateur.

Il souhaite s'investir dans la commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire et au sein du Groupe de Travail Plan Vélo au sein de Roannais Agglomération.

En conséquence, le Conseil Municipal par 24 voix pour et 2 abstentions (LACOTE Clément et ROUCHON Marie-Laure) :

- **DECLARE** officiellement l'installation dans sa fonction de Conseiller Municipal, Monsieur Pascal MICHAUD domicilié à MABLY, 5 rue Jean Mermoz, né le 12 février 1975.

2. MODIFICATION COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES PERMANENTES ET GROUPES DE TRAVAIL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Par délibération du 8 juillet 2020, modifiée par les délibérations du 25 septembre 2020 et du 6 novembre 2020, le Conseil Municipal a procédé à la constitution de commissions municipales permanentes et de groupes de travail chargés d'étudier les questions soumises au Conseil, conformément à l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

COMMISSION	PRESIDENCE VICE- PRESIDENCE	MEMBRES
Commission Ressources (Finances - Ressources Humaines)	<u>E. PEYRON</u> <i>(Maire)</i>	Karim BEN TAÏEB - Daouda DIALLO - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Bruno BARRIQUAND
Commission Urbanisme - Habitat - Développement urbain - Aménagement du territoire	<u>S. PRALAS</u> <i>(1er Adjoint)</i>	Karim BEN TAÏEB - Habib CHELBI - Daouda DIALLO - Marie-Thérèse DIAT - Maurice DION - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Pascal MICHAUD - Marie Laure ROUCHON - Bruno BARRIQUAND
Commission Education - Restauration scolaire	<u>A. VIGOGNE</u> <i>(2ème Adjointe)</i>	Martine BARROSO - Daouda DIALLO - Itidal FADHLOUN - Françoise PLOTTON - Patricia SECCO - Charlotte VIEILLY - Nasséra MAHMOUDI
Commission Voirie - Patrimoine Sécurité ERP - Accessibilité - Développement économique	<u>R. GODOT</u> <i>(3ème Adjoint)</i>	Martine BARROSO - Patrick GAYA - Jacky GENESTE - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Xavier VILLARD - Clément LACOTE - Gérard CATHELAND
Commission Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations CCAS	<u>I.FADHLOUN</u> <i>(4ème Adjointe)</i>	Martine BARROSO - Valérie BERNARD - Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Anne PILATO - Marlène SAUNIER - Serge LAVIGNOTTE - Arnaud PEGON - Charlotte VIEILLY

Commission Développement Durable - Agenda 2030 - Agriculture - Tourisme	<u>J. GENESTE</u> (5ème Adjoint)	Valérie BERNARD - Maurice DION - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Serge PRALAS - Marlène SAUNIER - Nasséra MAHMOUDI - Gérard CATHELAND
Commission Développement culturel - Relations Internationales - Communication	<u>F. PLOTTON</u> (6ème Adjointe)	Habib CHELBI - Marie-Thérèse DIAT - Nathalie FORESTIER - Patrick GAYA - Robert GODOT - Patricia SECCO - Xavier VILLARD - Clément LACOTE
Commission Développement de la vie et des relations associatives	<u>K. BEN TAÏEB</u> (7ème Adjoint)	Habib CHELBI - Robert GODOT - Serge PRALAS - Patricia SECCO - Marie Laure ROUCHON
Commission Démocratie Participative - Formation des Elus	<u>V. BERNARD</u> (8ème Adjointe)	Karim BEN TAÏEB - Jacky GENESTE - Itidal FADHLOUN - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Ambre VIGOGNE

GROUPES DE TRAVAIL

Groupe de travail Médiation Prévention - Sécurité Publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO)	<u>H. CHELBI</u> (Conseiller Municipal Délégué)	Martine BARROSO - Jacky GENESTE - Robert GODOT - Arnaud PEGON - Xavier VILLARD - Bruno BARRIQUAND
Groupe de travail Développement des politiques gérontologiques	<u>A. PILATO</u> (Conseillère Municipale Déléguée)	Nathalie FORESTIER - Marlène SAUNIER - Patricia SECCO
Groupe de travail Ressources Humaines	<u>D. DIALLO</u> (Conseiller Municipal Délégué)	Karim BENTAÏEB - Maurice DION - Patrick GAYA - Robert GODOT - Serge PRALAS - Ambre VIGOGNE - Valérie BERNARD

Mme Marie-France D'Hayer ayant démissionnée de sa fonction de conseillère municipale est retirée de la Commission Développement de la Vie et des relations associatives, ainsi que du groupe de travail Médiation- prévention - sécurité publique - Groupe Partenarial Opérationnel (GPO).

M. Pascal MICHAUD ayant été déclaré officiellement installé dans sa fonction de Conseiller Municipal, souhaiterait siéger dans la commission "Urbanisme – Habitat – Développement urbain – Aménagement du territoire ".

Mme Ambre VIGOGNE souhaite également se retirer de la Commission Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations – CCAS.

La règle de répartition interne fixée selon laquelle, le nombre des membres siégeant à ces Commissions Municipales Permanentes et groupes de travail est porté à 10 membres maximum, soit 8 membres maximum pour le groupe majoritaire, 1 membre pour la liste « Un nouvel avenir pour Mably » et 1 membre pour la liste « Bien vivre à Mably » pourra être amenée à évoluer.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **PROCEDE** à la modification de la constitution de la commission Urbanisme-Habitat-Développement urbain-Aménagement du Territoire, en y intégrant M. Pascal Michaud, nouvellement nommé Conseiller Municipal.
- **PROCEDE** à la modification de la constitution de la commission Développement de la Vie et des relations associatives, ainsi que du groupe de travail Médiation-prévention- sécurité publique-Groupe Partenarial Opérationnel (GPO), suite à la démission de Mme Marie-France D'Hayer.
- **PROCEDE** à la modification de la constitution de la Commission Cohésion sociale - Enfance Jeunesse - Solidarité - Lutte contre les discriminations – CCAS, suite au retrait de Mme Ambre VIGOGNE.

3. RAPPORT DECISIONS MUNICIPALES PRISES PAR LE MAIRE DEPUIS LA CONVOCATION A LA SEANCE DU 26 FEVRIER 2021 EN VERTU DE L'ARTICLE L 2122-22 DU CODE GENERAL DES COLLECTIVITES TERRITORIALES (Rapporteur : Serge PRALAS)

Par délibération du 28 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé à Monsieur Le Maire, et aux Adjoints en cas d'absence ou d'empêchement du Maire, une délégation de pouvoirs en vertu de l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Depuis la convocation à la séance du Conseil Municipal du 26 février 2021, M. Le Maire a pris les décisions municipales suivantes :

MARCHES PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-15

INTERVENTION DANSE HIP-HOP - PRESTATION DE L'ASSOCIATION
« 6STEP STUDIO »

DIVERS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-16

TRAVAUX DE MODERNISATION DE L'ECLAIRAGE DES TENNIS COUVERTS
ET CENTRE TECHNIQUE MUNICIPAL - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE

DE LA DOTATION DE SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2021
« RENOVATION ENERGETIQUE »

DECISION MUNICIPALE N° 2021-17

TRAVAUX DE RENOVATION CENTRE OMNISPORTS PAUL DESROCHES -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2021 - « RENOVATION ENERGETIQUE »

DECISION MUNICIPALE N° 2021-18

CONCESSION NOUVELLE DE 50 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° T6/2021-4

DECISION MUNICIPALE N° 2021-19

TRAVAUX DE RENOVATION DU CENTRE OMNISPORTS PAUL DESROCHES -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES
TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2021 OPERATIONS SECTEUR SPORTS LOISIRS
CULTURE

DECISION MUNICIPALE N° 2021-20

TRAVAUX DE MISE EN VALEUR DE LA VILLE - DEMANDE DE SUBVENTION
AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR)
2021 AMENAGEMENT DES CONDITIONS DE VIE D'ACCUEIL ET D'ANIMATION
DANS LES COMMUNES

DECISION MUNICIPALE N° 2021-21

TRAVAUX DE RENOVATION DE BATIMENTS SCOLAIRES - DEMANDE DE
SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES
RURAUX (DETR) 2021 OPERATIONS SCOLAIRES

DECISION MUNICIPALE N° 2021-22

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DANS DIFFERENTS BATIMENTS
COMMUNAUX - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION
D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX (DETR) 2021 AMENAGEMENT DES
CONDITIONS DE VIE D'ACCUEIL ET D'ANIMATION DANS LES COMMUNES

DECISION MUNICIPALE N° 2021-23

TRAVAUX DE RENOVATION ENERGETIQUE DE DIFFERENTS BATIMENTS
COMMUNAUX - DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE
SOUTIEN A L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2021 RENOVATION THERMIQUE,
TRANSITION ENERGETIQUE DEVELOPPEMENT DES ENERGIES
RENOUVELABLES, DEVELOPPEMENT ECOLOGIQUE DES TERRITOIRES

DECISION MUNICIPALE N° 2021-24

INSTALLATION D'ECRANS NUMERIQUES INTERACTIFS (ENI) DANS LES ECOLES
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A
L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2021 DEVELOPPEMENT DU NUMERIQUE ET
DE LA TELEPHONIE MOBILE

DECISION MUNICIPALE N° 2021-25

TRAVAUX DE SECURISATION ECOLE ELEMENTAIRE JACQUES PREVERT -
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DE LA DOTATION DE SOUTIEN A

L'INVESTISSEMENT LOCAL (DSIL) 2021 MISE AUX NORMES ET SECURISATION
DES EQUIPEMENTS PUBLICS

DECISION MUNICIPALE N° 2021-26

CONCESSION NOUVELLE DE 15 ANNEES AU CIMETIERE DE MABLY
N° AB27/2021-5

DECISION MUNICIPALE N° 2021-27

TRAVAUX DE SECURISATION ECOLE ELEMENTAIRE JACQUES PREVERT
DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DU FONDS INTERMINISTERIEL DE
LA PREVENTION DE LA DELINQUANCE ET DE LA RADICALISATION

M.BARRIQUAND demande sur quels bâtiments portent les subventions concernant les décisions municipales 21 et 23.

M.PRALAS lui répond qu'il s'agit du Centre Omnisports Paul Desroches, de l'Espace de la Tour, du restaurant scolaire du Bourg, du Groupe scolaire des Sables et des Tuileries, de l'école maternelle du Bourg, du Centre Technique Municipal, aux tennis couverts.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions municipales détaillées ci-dessus.

**4. FRAIS ENGAGES PAR LES ELUS LOCAUX (SEJOUR-DEPLACEMENT-
FRAIS D'AIDE ET DE SECOURS-FRAIS D'AIDE A LA PERSONNE)**
(Rapporteur : Eric PEYRON)

L'exercice des missions municipales rend nécessaire pour le Maire, les Adjoints et les Conseillers Municipaux, l'accomplissement de déplacements sur le territoire national et international afin de se rendre à des congrès d'élus, de mettre en œuvre des actions de jumelage ou encore de participer à des colloques, séminaires ou salons intéressant l'action locale.

L'article 84-III de la Loi du 27 février 2002 a introduit un article L 2123-18-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) qui offre la possibilité, même en dehors de l'exercice d'un mandat spécial, pour les membres d'un Conseil Municipal de bénéficier du remboursement des frais de déroulement, de transport et de séjour engagés pour se rendre et participer à des réunions dans des instances, ou organismes au sein desquels ils représentent leur collectivité.

Ce texte précise toutefois que la réunion doit avoir lieu en dehors du territoire de la Commune, les réunions se déroulant sur la Commune ne donnant pas lieu à remboursement.

1 - Frais d'exécution d'un mandat spécial ou frais de mission (article L 2123-18 du Code Général des Collectivités Territoriales modifié par l'article 101 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 :

La notion de mandat spécial s'applique pour des missions accomplies dans l'intérêt de la Commune par un membre du Conseil Municipal et avec l'autorisation de celui-ci. Cette notion exclut toutes les activités courantes de l'élus et doit correspondre à une opération déterminée de façon précise et limitée dans sa durée (Congrès des Maires, etc.). Le mandat spécial doit entraîner des déplacements inhabituels, actés par une délibération du Conseil

Municipal. Il est précisé que cette délibération peut être postérieure à l'exécution de la mission **en cas d'urgence**.

Une fois ces conditions réunies, les élus concernés ont droit au remboursement des frais exposés dans le cadre de leur mission : frais de séjour (hébergement et restauration), frais de transport et frais d'aide à la personne.

Le remboursement des frais de mission est liquidé dans des conditions analogues à celles des frais de mission des fonctionnaires territoriaux sur la base d'un remboursement forfaitaire. Mais les frais de mission peuvent être remboursés sur la base des frais réels avec présentation d'un état de frais (art. L 2123-18 du CGCT) à condition que les sommes engagées ne sortent pas du cadre de la mission assignée à l' élu et ne présentent pas un montant manifestement excessif :

- **Frais de séjour (hébergement et restauration) :** sont remboursés **forfaitairement**, en vertu de l'article R 2123-22-1 du CGCT, dans la limite du montant des indemnités journalières allouées aux fonctionnaires de l'Etat.

En métropole : Arrêté du 11/10/2019 modifiant l'Arrêté Ministériel du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues (remboursement forfaitaire des frais de mission et de transport).

- Indemnité de repas : 17,50 € (le déplacement doit obligatoirement inclure une des plages horaires suivantes : de 11 H à 14 H ou de 18 H à 21 H) ;
- Indemnité de nuitée (dont le montant dépend du lieu d'accueil : 70 € en règle générale, 90 € pour les villes de 200 000 habitants et plus et les communes du Grand Paris et 110 € pour Paris, le déplacement doit obligatoirement inclure la plage horaire de 22 H à 7 H) ;
- Indemnité journalière : 87,50 €, 107,50 € ou 127,50 € (indemnité de nuitée + 1 indemnité de repas).

A l'étranger : Arrêté du 7/10/2009 fixant les indemnités journalières de missions temporaires à l'étranger (taux spécifiques fixés par pays par arrêté ministériel).

Il est précisé que ces taux d'indemnités sont réduites de :

- 65 % lorsque l' élu est logé gratuitement ;
- 17,50 % lorsqu'il est nourri à l'un des repas du midi ou du soir ;
- 35 % lorsqu'il est nourri gratuitement aux repas du midi et du soir.

- **Dépenses de transport :** sont remboursées sur présentation d'un état de frais précisant notamment son identité, son itinéraire ainsi que les dates de départ et de retour, auquel sont jointes les factures acquittées par l' élu. Elle peuvent également donné lieu à un remboursement forfaitaire (Arrêté du 26/02/2020 fixant les taux des indemnités kilométriques).

Le mode de déplacement, à privilégier, doit prendre en compte plusieurs paramètres dont le souci de retenir des solutions durables de transport, de sécurité et de coût. Rappelons qu'il existe plusieurs formes de déplacement durable, en particulier le covoiturage et les transports en commun.

Concernant les moyens de transport ci-après, les règles suivantes s'appliquent :

- Voie ferrée : l'achat de billet SNCF sera soit commandé et réglé directement par la collectivité, soit remboursé sur présentation du billet de train dans la limite du tarif SNCF, 2^{ème} classe
- Avion : l'achat de billet d'avion sera directement commandé et pris en charge par la collectivité
- Voie maritime : l'achat de billet sera directement commandé et pris en charge par la collectivité
- Taxi - Véhicule de location : **exceptionnellement**, l' élu peut être autorisé à solliciter le remboursement des frais d'utilisation d'un taxi ou d'un véhicule de location sur présentation des pièces justificatives.

Il est convenu de privilégier, au maximum, l'utilisation de la flotte municipale de véhicules selon la procédure de réservation.

Les tickets de transport en commun, de stationnement et de péage d'autoroute, sur présentation des pièces justificatives, pourront également être remboursés.

Une carte, évitant d'avancer à l' élu les péages français d'autoroutes, est disponible dans chaque véhicule mis à disposition, auprès de l'accueil, nécessitant une réservation au préalable, au moment de l'établissement de l'ordre de mission à la Direction Générale.

En cas d'utilisation exceptionnelle du véhicule personnel de l' élu, la Commune de Mably prendra en charge les frais de déplacements, sur la base des indemnités kilométriques (Arrêté du 26/02/2020 fixant les taux des indemnités kilométriques). Une carte non affectée à un véhicule municipal en particulier, évitant d'avancer à l' élu les péages français d'autoroutes, est également disponible, auprès de l'accueil, nécessitant une réservation au préalable. **Il est rappelé la nécessité de privilégier la flotte municipale.**

Le tableau récapitulatif des indemnités kilométriques figure en annexe de la délibération. Par ailleurs, l' élu doit avoir souscrit une police d'assurances garantissant de manière illimitée sa responsabilité au titre de tous les dommages pouvant découler de l'utilisation de son véhicule personnel à des fins professionnelles.

L'indemnisation des frais de déplacement engagés par l' élu se fera à l'issue du déplacement, sur production d'un état de frais, accompagné des pièces justificatives nécessaires.

- **Frais d'aide à la personne :** sont remboursées sur présentation d'un état de frais précisant notamment son identité, l'objet, date et horaires de la réunion, auxquels sont joints différents justificatifs.

Ils comprennent les frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile. Le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

2 - Frais de déplacement des membres du Conseil Municipal (articles L 2123-18-1, R 2123-22-1, R 2123-22-2 et R 2123-22-3 du CGCT) :

Les membres du Conseil Municipal peuvent bénéficier du remboursement des frais de transport et de séjour qu'ils ont engagés pour se rendre à des réunions dans des instances ou organismes où ils représentent la collectivité, en dehors de Mably.

La prise en charge de ces frais est assurée dans les mêmes conditions que pour les mandats spéciaux ou frais de mission indiquées au point précédent.

3 - Modalités diverses :

Le Conseil Municipal peut prévoir, pour une durée limitée, pour tenir compte d'une situation particulière (déplacement sur Paris ou dans une grande ville), que les frais d'hébergement et de restauration seront remboursés sur la base des frais réellement exposés à condition que les sommes engagées ne sortent pas de la mission assignée à l' élu et ne présentent pas un caractère excessif. La prise en charge des frais d'hébergement est subordonnée à la procuration de justificatifs.

Dans tous les cas, l' élu devra faire établir par la Direction Générale un ordre de mission 5 jours avant le départ.

L' élu souhaitant bénéficier d'un départ la veille d'une mission peut ainsi prétendre à la prise en charge des frais d'hébergement, doit obtenir préalablement l'autorisation du Maire, intégrée à l'ordre de mission.

4 - Frais d'aide à la personne des élus municipaux (articles L 2123-18-2 et L 2123-18-4 du CGCT modifiés par les articles 91 1° et 2° de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019) :

Tous les élus (indemnisés ou non) et non plus uniquement ceux ayant interrompu leur activité professionnelles pour exercer leur mandat, bénéficient de droit d'un remboursement par la commune des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile qu'ils ont engagés en raison de leur participation à des réunions communales ou intercommunales au sens de l'article L 2123-1 du Code Général des Collectivités Territoriales soit :

- ✓ Aux séances plénières de ce conseil ;
- ✓ Aux réunions de commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil municipal ;
- ✓ Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la commune.

Ce remboursement ne peut excéder, par heure, le montant salaire minimum de croissance. Le Maire et désormais tous les Adjoints qui utilisent le chèque-emploi-service-universel prévu par l'article L 129-5 du Code du Travail pour assurer la rémunération des salariés chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées ou handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile en application de l'article L. 129-1 du Code du Travail peuvent se voir accorder une aide financière dans des conditions fixées par le Décret n° 2020-948 du 30 juillet 2020.

Le bénéfice de cette aide financière n'est pas cumulable avec le remboursement des frais d'aide à la personne attribués dans le cadre d'un mandat spécial.

La prise en charge de ces frais est assurée dans les mêmes conditions que pour les mandats spéciaux ou frais de mission indiquées au point précédent.

5 - Frais exceptionnels d'aide et de secours engagés personnellement par les élus (art article L 2123-18-3 du CGCT) :

Les dépenses exceptionnelles d'assistance ou de secours engagées en cas d'urgence par le Maire ou un Adjoint sur leurs deniers personnels peuvent leur être remboursés par la commune sur justificatif, après délibération du Conseil Municipal.

6 - Frais de représentation du Maire (article L 2123-19 du CGCT) :

L'indemnité pour frais de représentation est réservée aux Maires, aucune disposition équivalente n'existe pour les membres du Conseil Municipal.

Cette indemnité ne correspond pas à un droit mais à une simple possibilité. Elle est accordée par le Conseil Municipal qui en fixe le montant.

Elle a pour objet de couvrir les dépenses supportées par le Maire à l'occasion de l'exercice de ses fonctions : réceptions ou manifestations de toute nature qu'il organise ou auxquelles il participe, dans l'intérêt de la collectivité.

Cette dernière peut :

- Avoir un caractère exceptionnel et déterminé, susceptible d'être renouvelée plusieurs fois dans la même année (congrès, manifestation culturelle ou sportive) ;
- Revêtir la forme d'une indemnité unique, fixe et annuelle, arrêtée à un chiffre déterminé forfaitairement, qui ne doit pas excéder les frais auxquels elle correspond sous peine de constituer un traitement déguisé.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **ADOpte** les modalités de prise en charge, définies ci-dessus, des frais engagés par les élus de Mably aux conditions exposées dans la présente délibération et conformément au Décret 2019-139 du 26 février 2019 ;
- **AUTORISE** M. Le Maire ou son représentant à signer les ordres de mission concernant les élus municipaux ;
- **DECIDE** d'attribuer les frais de représentation du Maire sous la forme d'une indemnité fixe et annuelle, à hauteur de 1 000 € ne pouvant excéder les frais auxquels elle correspond et sur présentation d'un état de frais ;
- **PRECISE** que les crédits nécessaires à l'exécution de la présente délibération sont et seront inscrits au Budget Général.

5. BILAN FORMATION ELUS - ANNEE 2020 (Rapporteur : Valérie BERNARD)

Afin de pouvoir exercer au mieux leurs fonctions, les élus locaux bénéficient d'un droit à la formation. La formation des élus locaux constitue une dépense obligatoire de la collectivité à laquelle ils appartiennent.

La Loi 2015-366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice par les élus locaux de leur mandat, a modifié le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L. 2123-14 qui dispose qu'à compter du 1^{er} janvier 2016, les crédits relatifs aux dépenses de formation qui n'ont pas été consommés, à la clôture de l'exercice, au titre duquel ils ont été

inscrits, sont affectés en totalité au budget de l'exercice suivant, sauf année de renouvellement électoral.

Conformément à l'article L. 2123-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, un tableau récapitulant les actions de formation des élus financées sur l'exercice 2020 est annexé au Compte Administratif 2020. Il donne lieu à un débat annuel.

Conformément à la réglementation un plan de formation a été soumis au Conseil Municipal et voté en séance le 6 novembre 2020 ;

Il a été décidé de retenir deux organismes de formation pour proposer aux élus deux types de formations proposées par l'AMF42 d'une part et par la SCOP « Kaléido'Scop » d'autre part.

Pour rappel, ce plan fixait les objectifs suivants :

- Clarifier les rôles et les responsabilités entre élus et services,
- Développer les capacités politiques des élus en matière de conception et d'expression,
- Aller à l'essentiel d'un projet politique dans le cadre d'un plan de mandat,
- Donner les outils aux élus pour leur permettre de communiquer les orientations politiques aux services et les clarifier,
- Mieux appréhender la fonction d'élus,
- Développer la communication verbale et l'intervention orale,
- Donner aux élus les outils nécessaires à la conduite de projet.

Il répondait à la volonté des élus de développer un cycle de formation favorisant sur ce début de mandat des sessions collectives et organisées sur site, pour permettre une vraie cohérence des formations en s'appuyant sur un socle commun.

Toutefois, le contexte particulier de la crise sanitaire a quelque peu perturbé le déroulement des séances initialement prévues.

Dans le programme prévu avec l'AMF 42, seule la « **Sensibilisation au fonctionnement de la commune et l'exercice de la fonction d'élus** » (concernant les élus seulement), portant sur les compétences des différents types de collectivités et des établissements publics de coopération intercommunale, le fonctionnement des instances, le rôle, les compétences, le statut et la responsabilité des élus a pu se tenir **le 10 novembre 2020**.

L'autre formation qui devait réunir à la fois les élus et les responsables de services autour du thème « **Accompagnement dans la relation élus/ responsables de service** » qui devait se dérouler en deux séances et deux ateliers a dû être reportée. Une date reste à déterminer avec l'AMF dans les semaines à venir.

En ce qui concerne la **formation/action avec la SCOP Kaléido'scop autour des valeurs et des attentes en matière de démocratie participative** pour aboutir à l'élaboration collective d'un plan d'actions sur la base d'une méthodologie « Atelier du Futur », deux sessions ont pu être organisées en 2020.

- **Etape 1** - Une journée de formation « socle » sur les valeurs et postures de l'élus dans le cadre réglementaire qui lui est fixé, relation au pouvoir et cadres de référence de la démocratie participative, participation, concertation le **mardi 24 novembre** (formation élus seulement)
- **Etape 2** : Atelier du Futur pour co-élaborer le plan d'actions (Phase critique) avec état des lieux de la participation citoyenne à Mably, partage de représentations sur la

participation citoyenne, sur la relation entre citoyens, élus, agents le **lundi 7 décembre** (élus + chefs de services sur ½ journée)

Ces actions de formations ont été financées sur le crédit formation 2020 à hauteur de 6 000 €. Le crédit ouvert à ce titre pour l'exercice 2020 s'élevait à 8 800 €. Toutes les formations n'ayant pas pu être organisées en 2020 pour cause de crise sanitaire, la totalité des crédits n'aura pu être utilisé. Il conviendra d'inscrire les crédits nécessaires pour 2021 afin d'organiser les temps de formations reportés et/ou permettant de compléter le cycle de formation engagé (Kaléido'scop).

Mme BERNARD présente le bilan des formations effectuées en 2020 ainsi que des formations à venir, à programmer en se basant sur le tableau ci-après :

ORGANISMES	DATES	THEME
AMF 42 (Association des Maires de la Loire et Présidents d'Intercommunalité)	10 novembre 2020	Sensibilisation au fonctionnement de la commune et l'exercice de la fonction d'élus : - Compétences des différents types de collectivités et des établissements publics de coopération intercommunale, le fonctionnement des instances, le rôle, les compétences, le statut et la responsabilité des élus
Kaléido'scop	24 novembre 2020	Etape 1 - Une journée de formation « socle » : valeurs et postures de l'élus dans le cadre réglementaire qui lui est fixé, relation au pouvoir, cadres de référence de la démocratie participative, participation, concertation...
Kaléido'scop	7 décembre 2020	Etape 2 : atelier du Futur pour co-élaborer le plan d'actions - Etat des lieux de la participation citoyenne à Mably, partage de représentations sur la participation citoyenne à Mably, sur la relation entre citoyens, élus, agents (Phase critique)
Kaléido'scop	27 février 2021	Etape 2 : atelier du Futur pour co-élaborer le plan d'actions - Travail sur les valeurs incarnées par l'équipe municipale et leur traduction concrète... (Phase prospective)
Kaléido'scop	24 avril 2021	Etape 2 : priorisation des actions à mener, renforcement des groupes de travail et commission ; retour sur la place de l'élus et des agents dans les démarches de participation citoyenne (Phase réaliste)
Kaléido'scop	A programmer	Etape 3 : capitalisation: évaluation et bilan de la démarche

AMF	A programmer en 2021 (report 2020 du fait de la période COVID 19)	Accompagnement dans la relation élus/ responsables de service : - Clarifier les rôles et responsabilités de chacun - Vivre la transversalité au travers d'un cas concret en mode agile - Formaliser les temps de travail entre élus et responsables de service - Travailler efficacement et en transversalité - Définir des outils de pilotage et de reporting efficaces
-----	--	---

Le Conseil Municipal prend acte du bilan des actions de formation des élus financées par la Commune sur l'exercice budgétaire 2020.

6. BILAN DES ACQUISITIONS ET CESSIONS IMMOBILIERES 2020 (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit l'établissement par la Commune d'un bilan annuel des acquisitions et cessions immobilières.

Ce bilan de politique foncière fait apparaître, tant pour les acquisitions que pour les cessions, la totalité des mutations immobilières réalisées par la Commune au cours de l'année.

Les actions retenues sont celles comptabilisées.

Le Conseil Municipal, après avoir pris connaissance du bilan :

- **DONNE ACTE** à Monsieur Le Maire de la présentation du bilan comptable de la politique foncière menée par la Commune de Mably au cours de l'exercice budgétaire 2020.

FINANCES

7. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 – BUDGET GENERAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré sur le Compte Administratif de l'exercice 2020 du Budget Général dressé par Monsieur Le Maire, la doyenne d'âge Mme PLOTTON Françoise a mis au vote les Comptes Administratifs, le Maire ne prenant pas part à ce vote,

Le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) :

1°) **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents

Opérations de l'exercice (rattachements compris)	7 587 720,43	8 282 200,34	1 549 700,00	1 482 167,00	9 137 420,43	9 764 367,34
Résultat de l'exercice (hors restes à réaliser)		694 479,91	67 533,00			626 946,91
Résultat reporté		899 229,92	555 063,70			344 166,22
Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)		1 593 709,83	622 596,70			971 113,13
Restes à réaliser			684 758,00	505 285,00	179 473,00	
Résultat cumulé		1 593 709,83	802 069,70			791 640,13

2° -**CONSTATE** que les identités de valeurs sont conformes avec celles du compte de gestion ;

3° - **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser ;

4° - **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

8. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 – BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré sur le Compte Administratif de l'exercice 2020 du Budget Général dressé par Monsieur Le Maire, la doyenne d'âge Mme PLOTTON Françoise a mis au vote les Comptes Administratifs, le Maire ne prenant pas part à ce vote,

Le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) :

1°) **DONNE ACTE** de la présentation faite du Compte Administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Opérations de l'exercice (rattachements compris)	329 245,20	329 604,20	9 471,45	22 533,30	338 716,65	352 137,50
Résultat de l'exercice (hors restes à réaliser)		359,00		13 061,85		13 420,85
Résultat reporté		493,21		10 151,18		10 644,39
Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)		852,21		23 213,03		24 065,24
Restes à réaliser			0,00		0,00	

Résultat cumulé		852,21	0,00	23 213,03	0,00	24 065,24
-----------------	--	---------------	-------------	------------------	-------------	------------------

2° - **CONSTATE** que les identités de valeurs sont conformes avec celles du compte de gestion ;

3° - **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser ;

4° - **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

9. APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2020 – BUDGET LOTISSEMENT DU BOURG (Rapporteur : Eric PEYRON)

Le Conseil Municipal, après avoir délibéré sur le Compte Administratif de l'exercice 2020 du Budget Général dressé par Monsieur Le Maire, la doyenne d'âge Mme PLOTTON Françoise a mis au vote les Comptes Administratifs, le Maire ne prenant pas part à ce vote,

Le Conseil Municipal, par 22 voix pour et 3 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard, ROUCHON Marie-Laure) :

1°) **DONNE ACTE** de la présentation faite du compte administratif, lequel peut se résumer ainsi :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT		ENSEMBLE	
	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents	Dépenses ou déficits	Recettes ou excédents
Opérations de l'exercice (rattachements compris)	247 667,10	247 667,10	247 666,91	247 667,10	495 334,01	495 334,20
Résultat de l'exercice (hors restes à réaliser)	0,00			0,19		0,19
Résultat reporté		0,00		0,22		0,22
Résultat d'exécution du budget (hors restes à réaliser)		0,00		0,41		0,41
Restes à réaliser						
Résultat cumulé		0,00		0,41		0,41

2° - **CONSTATE** que les identités de valeurs sont conformes avec celles du compte de gestion ;

3° - **RECONNAÎT** la sincérité des restes à réaliser ;

4° - **ARRÊTE** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

10. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 - BUDGET GENERAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives s'y rattachant, le détail des dépenses et recettes effectuées, le compte de gestion dressé par le

Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif 2020,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2020, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 01/01/2020 au 31/12/2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 3 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard, ROUCHON Marie-Laure) :

- **DECLARE** que les résultats du compte de gestion dressés pour l'exercice 2020 n'appellent aucune observation de sa part.

11. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 - BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives s'y rattachant, le détail des dépenses et recettes effectuées, le compte de gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif 2020,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2020, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 01/01/2020 au 31/12/2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) :

- **DECLARE** que les résultats du compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 n'appellent aucune observation de sa part.

12. APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2020 – BUDGET LOTISSEMENT DU BOURG (Rapporteur : Eric PEYRON)

Après s'être fait présenter le budget primitif de l'exercice 2020 et les décisions modificatives s'y rattachant, le détail des dépenses et recettes effectuées, le compte de gestion dressé par le Trésorier accompagné des états de développement des comptes de tiers, ainsi que l'état de l'actif, l'état du passif,

Après avoir entendu et approuvé le compte administratif 2020,

Après s'être assuré que le Trésorier a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés au cours de l'exercice 2020, et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

1° Statuant sur l'ensemble des opérations effectuées du 01/01/2020 au 31/12/2020, y compris celles relatives à la journée complémentaire,

2° Statuant sur l'exécution du budget de l'exercice 2020 en ce qui concerne les différentes sections budgétaires,

Le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 3 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard, ROUCHON Marie-Laure) :

- **DECLARE** que les résultats du compte de gestion dressé pour l'exercice 2020 n'appellent aucune observation de sa part.

13. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020– BUDGET GENERAL (Rapporteur : Eric PEYRON)

En application de la loi du 2 mars 1982 et de l'instruction comptable M14,

Après avoir approuvé le compte de gestion 2020, le compte administratif 2020 qui présente un excédent de fonctionnement d'un montant de **1 593 709.83 €**,

Constatant que ledit compte administratif fait apparaître un déficit de la section d'investissement entraînant un besoin de financement s'élevant **622 596.70 €**,

Vu l'état des dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2020 et des recettes, certaines restant à recevoir à la même date, présentant un solde des restes à réaliser négatif de **179 473 €**,

Considérant donc un besoin de financement de la section d'investissement de **802 069.70 €**,

Considérant que le budget 2020 comportait, en prévision, un virement de la section de fonctionnement (023) à la section d'investissement (021) de **896 755 €**,

Le Conseil Municipal, par 23 voix pour et 3 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard, ROUCHON Marie-Laure):

- **DECIDE**, sur proposition du Maire, d'affecter au budget 2021 le résultat de la section de fonctionnement à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement précédemment indiqué, comme suit :

Affectation au financement de la section d'investissement (compte 1068), pour 802 070€
Affectation à l'excédent reporté (compte 002) pour 791 639.83 €

14. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET ANNEXE
RESTAURANT SCOLAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

En application de la loi du 2 mars 1982 et de l'instruction comptable M 14,

Après avoir approuvé le compte de gestion 2020, le compte administratif 2020, qui présente un excédent de fonctionnement d'un montant de **852.21 €**,

Après avoir constaté que ledit compte administratif fait apparaître un excédent de la section d'investissement s'élevant à **23 213.03 €**,

Vu l'absence de dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2020 et des recettes certaines restant à recevoir à la même date,

Considérant donc que le besoin de financement de la section d'investissement est de **0 €**,

Considérant que le budget 2020 comportait, en prévision, un virement de la section de fonctionnement (023) à la section d'investissement (021) de **0 €**,

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard) :

- **DECIDE**, sur proposition du Maire, d'affecter au Budget 2021 le résultat de la section de fonctionnement comme suit :

Affectation au financement de la section d'investissement (compte 1068), pour 0 €
Affectation à l'excédent reporté (compte 002) pour 852.21 €

15. AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE 2020 – BUDGET
LOTISSEMENT DU BOURG (Rapporteur : Eric PEYRON)

En application de la loi du 02 mars 1982 et de l'instruction comptable M 14 ;

Après avoir approuvé le compte de gestion 2020, le compte administratif 2020 qui présentent un excédent de fonctionnement d'un montant de **0 €** ;

Constatant que ledit compte administratif fait apparaître un excédent de la section d'investissement de **0.41 €**.

Vu l'état l'absence de dépenses d'investissement engagées au 31 décembre 2020 et des recettes certaines restant à recevoir à la même date ;

Considérant que la section d'investissement n'a pas de besoin de financement ;

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard) :

- **DECIDE** sur proposition du Maire, l'affectation suivante :

Affectation au financement de la section d'investissement (compte 1068), pour 0 €

Affectation à l'excédent reporté (compte 002) pour 0 €

16. FISCALITE DIRECTE LOCALE – FIXATION DES TAUX 2021
(Rapporteur : Eric PEYRON)

Conformément à l'article 1639 A du Code Général des Impôts, la délibération de fixation des taux de la fiscalité directe locale doit faire l'objet d'un vote distinct de celui du budget.

La réforme de la fiscalité locale ayant conduit à la suppression de la taxe d'habitation pour les ménages, la collectivité ne vote plus que les taux d'imposition liés au foncier bâti et au foncier non bâti.

Afin de compenser la perte liée à cette suppression, la taxe foncière départementale sur les propriétés bâties a été transférée au bloc communal ainsi qu'une fraction de la TVA.

Par conséquent, la Collectivité doit voter ses taux d'imposition en respectant ce nouveau calcul.

Les taux proposés sont les suivants :

- Taxe foncière propriétés bâties 38.55 % (23.25 % + 15.30 % taux départemental)
- Taxe foncière propriétés non bâties 55,91 %

M. PEYRON donne les grandes lignes explicatives de la réforme de la fiscalité directe locale qui se traduit notamment par un mécanisme de compensation avec des communes sur compensées comme Mably et d'autres sous compensées.

M. BARRIQUAND indique que pour le développement, la compensation de l'Etat à travers la TVA, c'est moins bien et contestable car il estime que la consommation va augmenter et donc, l'Etat se base sur une logique de croissance de la consommation qui n'est pas compatible avec le Développement Durable. Il a également abordé le caractère incertain de cette recette. De plus, établir la compensation sur ce type de recettes est instable du fait du caractère volatile de la TVA.

M. PEYRON ajoute que pour le développement c'est un levier en moins car nous ne sommes plus maîtres de la fiscalité.

Le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 1 abstention (ROUCHON Marie-Laure) :

- **ADOpte** les taux 2021 proposés.

17. APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET GENERAL
(Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2021 adoptant le compte administratif 2020 et le compte de gestion 2020 ;

Vu le rapport d'orientations budgétaires du 26 février 2021

Monsieur le Maire expose :

Le budget général 2021 s'équilibre à hauteur de **8 988 610 €** en fonctionnement et **5 267 710 €** en investissement, dont le détail se trouve ci-dessous :

 FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	1 944 420	Produits des services	276 245
Charges de personnel	4 744 355	Impôts et taxes	7 029 865
Autres charges de gestion courante	975 985	Dotations et participations	608 115
Atténuation de produits	58 000	Autres produits gestion courante	33 045
Charges financières	44 000	Atténuations de charges	14 340
Charges exceptionnelles	9 355	Produits financiers	50
Dépenses imprévues	50 000	Produits exceptionnels	1 000
Total dépenses réelles	7 826 115	Total recettes réelles	7 962 660
Prélèvement de l'exercice	750 095	Travaux en régie	230 000
Dotations aux amortissements	407 000	Quote part subvention investissement	4 310
DAP – Dépréciation des actifs circulants	5 400		
Total dépenses d'ordre	1 162 495	Total recettes ordre	234 310
		Résultat de fonctionnement reporté	791 640
Total dépenses fonctionnement	8 988 610	Total recettes fonctionnement	8 988 610

 INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Remboursement capital dette	331 000	Subventions équipement reçues	54 161
Autres dettes (Avance Budget lotissement)	121 000	FCTVA	145 000
Immobilisations incorporelles	34 864	Taxe d'aménagement	566 483
Subvention d'équipement	89 942	Emprunt	2 515 000
Immobilisations corporelles	208 932	Immobilisations en cours	
Immobilisations en cours	3 000	Produits des cessions	22 501
<i>Total hors opérations</i>	<i>336 738</i>		
Dépenses individualisées en opération	3 615 010		
Dépôt et cautionnement	400	Opération pour compte de tiers	
Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0	Créances sur des particuliers et autres personnes de droit privé	0
Dépenses imprévues	6 655		
Total dépenses réelles	4 410 803	Total recettes réelles	3 303 145
Travaux en régie	230 000	Prélèvement de la section fonct.	750 095
Quote part subvention investissement	4 310	Dotations aux amortissements	407 000
		Provision pour dépréciation cptes redevables	5 400
Total dépenses d'ordre	234 310	Total recettes d'ordre	1 162 495
Déficit investissement reporté 2020	622 597	Affectation résultat 2020(1068)	802 070
Total dépenses investissement	5 267 710	Total recettes investissement	5 267 710

M.BARRIQUAND intervient au titre des élus de Bien vivre à Mably

Le budget que vous nous proposez est surtout marqué par votre volonté d'engager des travaux de rénovation et d'extension du Centre Omnisports Paul Desroches, chantier que vous souhaitez concentrer sur une année scolaire. Si nous admettons que la rénovation de ce bâtiment des années 1980 est devenue nécessaire, nous regrettons que nous ayons été aussi peu informés sur ce dossier majeur, il a fallu réitérer plusieurs fois une demande pour obtenir enfin une présentation en conseil. Ils semblent également que les utilisateurs du centre ont été peu ou pas associés au projet.

Nous avons alors découvert un projet finalisé, où nos propositions ont toutes été écartées.

Ainsi loin de devenir un bâtiment à énergie positive, le nouveau COSEC ne comprendra aucune production solaire, ni thermique ni photovoltaïque, le chauffage ne sera pas au bois, ressource disponible localement, mais au gaz naturel. L'extension sera réalisée en béton banché, matériau peu écologique, isolé en polystyrène, pur produit pétrolier. Le parquet en bois sera remplacé par un autre polymère. ..

Nous pensons que pour un tel investissement on pouvait faire mieux, avec des choix plus écologiques.

Au-delà des exemples pour cet investissement majeur, qui marque un manque d'attention vis à vis de la production des gaz à effet de serre, il est difficile d'appréhender dans le budget les mesures prises en faveur du climat.

Hors, pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, c'est l'ensemble du budget des Etats et des collectivités locales qui doit être mis en cohérence avec l'ambition climatique.

Nous souhaiterions ainsi que soit réalisée une évaluation climat de notre budget. Elle pourrait mettre en évidence les progrès ou les manques dans ce domaine. Elle valoriserait le cas échéant, votre volonté de rentrer en transition, ou de développer une politique de développement durable.

I4CE (Institute for Climate Economics) propose par exemple une méthodologie, co élaborée avec plusieurs villes et EPCI importants. Sans doute, serait-il pour notre commune et Roannais Agglomération, pertinent de se rapprocher d'un tel organisme.

Nous aurions souhaité que chaque euro dépensé le soit en prenant en compte son impact en matière de climat, en matière de respect de la biodiversité, et des externalités négatives ou positives qu'il génère.

L'absence d'indicateurs clairs et facilement accessibles liés à la réalisation d'objectifs à atteindre conforte notre décision de voter contre ce budget.

M.PEYRON apporte des éléments de réponses :

Choix assumé de la municipalité d'engager un programme de réhabilitation-extension du COSEC du fait de son taux de fréquentation (4000 personnes/semaine). Lieu de pratiques sportives, le COSEC est en effet un équipement de proximité contribuant au rassemblement multi générationnel, élément fort de lien social, avec un rayonnement allant au-delà de la commune. Vieux de plus de 30 ans, cet équipement nécessite également des mises aux normes PMR et énergétiques permettant d'envisager des économies de fonctionnement. Concernant l'association des utilisateurs tout au long de la vie du projet, M.PEYRON a indiqué que cette démarche s'était tenue et, a été menée par une AMO qui a réalisé un état des lieux des pratiques en mettant en perspective les nouvelles attentes. Bien évidemment qu'avec un chiffrage initial à 10 millions d'€, toutes les attentes ne seront pas honorées mais M. Le Maire reste convaincu que le nouvel équipement une fois livré remportera l'adhésion et l'enthousiasme du

plus grand nombre. Le volet agrandissement du site est enfin lié à l'héritage de 12 terrains de football engazonnés que la commune peut difficilement continuer à entretenir, privilégiant un regroupement des clubs de foot sur le site du COSEC. Le chantier se déroulera sur une seule année scolaire afin de pénaliser le moins possible les associations, le collège et les écoles de la commune.

Le Conseil Municipal, par 22 voix pour et 4 voix contre (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard, LACOTE Clément, ROUCHON Marie-Laure) :

➤ **ADOpte** le Budget primitif 2021 du Budget Général, tel qu'il a été présenté.

18. APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE RESTAURANT SCOLAIRE (Rapporteur : Eric PEYRON)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2021 adoptant le compte administratif 2020 et le compte de gestion 2020 ;

Vu le Rapport d'Orientations Budgétaires du 26 février 2021

Monsieur le Maire expose,

Le budget annexe Restaurant Scolaire 2021 s'équilibre à hauteur de **365 045 €** en fonctionnement et **49 840 €** en investissement, dont le détail est ci-dessous :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	140 035	Résultat de fonctionnement reporté	852
Charges de personnel	198 100	Produits des services	155 783
Autres charges de gestion courante	1 600	Autres produits de gestion courante	208 410
Autres charges exceptionnelles	200		
Total dépenses réelles	339 935	Total recettes réelles	365 045
Prélèvement P /Sect. Investisst.	0		
Dotation aux amortissements	18 700		
DAP- Dépréciation des actifs circulants	6 410		
Total dépenses d'ordre	25 110	Total recettes ordre	0
Total dépenses fonctionnement	365 045	Total recettes fonctionnement	365 045

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
Immobilisations corporelles	49 840	Solde exécution reporté	23 213
Autres formes participations	0	FCTVA	1 517
Total dépenses réelles	49 840	Total recettes réelles	24 730
		Prélèvement de la section Fonct.	
		Dotation aux amortissements	18 700
		Provision pour dépréciation cpte redevables	6 410
Total dépenses d'ordre	0	Total recettes d'ordre	25 110
Déficit d'investissement reporté	0	Affectation résultat 2019 (1068)	0
Total dépenses investissement	49 840	Total recettes investissement	49 840

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 2 abstentions (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard) :

➤ **ADOpte** le Budget primitif 2021 du Budget Annexe Restaurant Scolaire, tel qu'il a été présenté.

19. APPROBATION DU BUDGET PRIMITIF 2021 – BUDGET ANNEXE « LOTISSEMENT DU BOURG » (Rapporteur : Eric PEYRON)

Monsieur le Maire expose :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 13 décembre 2013 décidant de la création d'un budget annexe de Lotissement au Budget de la Commune dénommée « Lotissement du Bourg » ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 26 mars 2021 adoptant le compte administratif 2020 et le compte de gestion 2020 ;

Vu le Rapport d'Orientations Budgétaires du 26 février 2021

Le budget annexe « Lotissement du Bourg » 2021 s'équilibre à hauteur de **368 670 €** en fonctionnement et **368 670 €** en investissement, dont le détail est présenté ci-dessous :

FONCTIONNEMENT			
Dépenses		Recettes	
Charges à caractère général	120 990	Produits des services	0
Autres charges de gestion courante	10		
Total dépenses réelles	121 000	Total recettes réelles	0
Variations des stocks	247 670	Variations des stocks	368 670
Total dépenses d'ordre	247 670	Total recettes ordre	368 670
Total dépenses fonctionnement	368 670	Total recettes fonctionnement	368 670

INVESTISSEMENT			
Dépenses		Recettes	
		Avance budget général	120 999
Total dépenses réelles	0	Total recettes réelles	120 999
Variations des stocks	368 670	Variations des stocks	247 670
Total dépenses d'ordre	368 670	Total recettes d'ordre	247 670
		Excédent investissement reporté	1
Total dépenses investissement	368 670	Total recettes investissement	368 0

Le Conseil Municipal, par 22 voix pour, 2 voix contre (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard), 2 abstentions (LACOTE Clément, ROUCHON Marie-Laure) :

➤ **ADOpte** le Budget Primitif 2021 du Budget annexe « Lotissement du Bourg » tel qu'il est présenté.

20. OPERATION DE RENOUVELLEMENT URBAIN - GROUPE D'HABITATIONS NOYON/TROYON – PROLONGATION DE LA DUREE DE L'AUTORISATION DE PROGRAMME ET AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

La mission d'étude de programmation urbaine et architecturale pour la requalification urbaine du quartier de Noyon-Troyon en groupement de commande avec OPHEOR a fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de Programme (AP) approuvée en Conseil Municipal le 5 juillet 2017 pour un montant de 20 900 € répartis en crédits de paiement de 2017 à 2018.

Par délibération du 23 février 2018, les crédits de paiement ont été ajustés. Par délibération du 12 décembre 2018, l'autorisation de programme a été prolongée et les crédits de paiement ajustés de 2017 à 2019.

Par délibération du 22 mars 2019, l'autorisation de programme a été augmentée, son montant porté à **2 052 540 €** et sa durée prolongée jusqu'en 2023 afin d'intégrer la consultation de la maîtrise d'œuvre, le planning financier et le planning prévisionnel des travaux.

Par délibération du 6 mars 2020, les crédits de paiement ont été ajustés afin de tenir compte de l'avancée des travaux.

Par délibération du 11 décembre 2020, l'autorisation de programme a été augmentée et son montant porté à **2 308 735 €**, afin de tenir compte de l'augmentation du montant des travaux et de la maîtrise d'œuvre, mais également de l'intégration du projet d'aménagement des espaces extérieurs avec le dépôt d'un dossier « loi sur l'eau ». Les crédits de paiement ont été ajustés.

Aujourd'hui afin de tenir compte de l'avancement des travaux, des réalisations 2020 et de la nécessité de lisser dans le temps les projets structurants déjà engagés, comme le programme ORU NOYON (comme acté lors du COPIL du 18 février 2021), au regard des capacités de financement de la collectivité, il est nécessaire de prolonger l'autorisation de programme jusqu'en 2024 et d'ajuster les crédits.

Le Conseil Municipal, par 25 voix pour et 1 abstention (ROUCHON Marie-Laure):

- **PROLONGE** la durée de l'APCP jusqu'en 2024 ;
- **AJUSTE** les crédits de paiement et **INSCRIT** au budget de la Commune la dépense d'investissement en résultat selon la décomposition de l'échéancier prévisionnel suivant :

○ CP 2017	0 €
○ CP 2018	16 502 € (réalisé)
○ CP 2019	5 037 € (réalisé)
○ CP 2020	55 405 € (réalisé)
○ CP 2021	82 700 €
○ CP 2022	0 €
○ CP 2023	620 620 €
○ CP 2024	1 528 471€

- **EQUILIBRE** les dépenses comme suit :

○ FCTVA	377 875 €
○ Autofinancement, subventions, emprunts	1 930 860 €

➤ **ACCEPTE** les modalités de financement.

21. AMENAGEMENT ZAC DES TUILERIES (APCP) –AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

L'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue du choix d'un aménageur pour la ZAC des Tuileries a fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de Programme (AP), approuvée en Conseil Municipal le 16 décembre 2009 pour un montant de 75 000 € répartis en crédits de paiement sur 2010 et 2011.

Par délibérations du Conseil Municipal en date du 11 mars 2011 et 29 mars 2012, le montant de l'autorisation de programme a été révisé et porté successivement à :

- 83 784 € afin d'intégrer les frais de publicité, la numérisation de plans et l'élaboration de levés topographiques nécessaires au démarrage de l'opération.
- Puis à 1 052 558 € afin d'intégrer les acquisitions foncières, la DUP, la publicité pour le concours d'aménageur et divers travaux de géomètre.

Les crédits de paiement ayant été répartis de 2010 à 2014.

Par délibération du 19 décembre 2012, les crédits de paiement ont été ajustés en fonction des réalisations prévisionnelles 2012.

Par délibérations du 13 mars 2014 et du 12 décembre 2014, la durée des travaux a été prolongée jusqu'en 2015 en attendant la signature du traité de concession et les crédits de paiement ont été ajustés.

Par délibération du 24 avril 2015, l'autorisation de programme a été révisée, sa durée prolongée jusqu'en 2028 et son montant porté à 4 047 629 € afin de tenir compte du traité de concession signé avec la SEDL.

Par délibérations du 17 mars 2016, 17 mars 2017, 23 mars 2018, 22 mars 2019 et 11 décembre 2019, les crédits de paiement ont été ajustés en fonction des réalisations 2015, 2016, 2017 et 2018 et des réalisations prévisionnelles 2019.

Par délibération du 06 mars 2020, l'autorisation de programme a été révisée afin de prendre en compte l'avenant n°1 à la convention d'avance de trésorerie précisant la suppression de la tranche conditionnelle et la modification des modalités de versement des avances, et son montant porté à **3 147 629 €**, les crédits de paiement ajustés.

Aujourd'hui afin de prendre en compte les réalisations 2020, il est nécessaire d'ajuster les crédits de paiement. Sachant qu'un travail est en cours entre la commune et NOVIM pour voir les conditions d'un lissage dans le temps de ce programme d'aménagement urbain déjà engagé au regard des capacités de financement de la collectivité.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AJUSTE** les crédits de paiement et **INSCRIT** au budget de la commune la dépense d'investissement en résultat selon la décomposition de l'échéancier prévisionnel suivant :

○ CP 2010	48 684 € (réalisé)
○ CP 2011	4 784 € (réalisé)
○ CP 2012	14 424 € (réalisé)
○ CP 2013	435 667 € (réalisé)
○ CP 2014	154 642 € (réalisé)
○ CP 2015	308 360 € (réalisé)
○ CP 2016	300 000 € (réalisé)
○ CP 2017	300 000 € (réalisé)
○ CP 2018	300 000 € (réalisé)
○ CP 2019	304 050 € (réalisé)
○ CP 2020	57 812 € (réalisé)
○ CP 2021	165 830 €
○ CP 2022	300 000 €
○ CP 2023	300 000 €
○ CP 2024	153 376 €

- **EQUILIBRE** les dépenses comme-suit :

○ FCTVA	425 012 €
○ Autofinancement	2 722 617 €

- **ACCEPTE** les modalités de financement.

22. REHABILITATION ET EXTENSION DU CENTRE OMNISPORT PAUL DESROCHES (AP/CP) – AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT **(Rapporteur : Eric PEYRON)**

L'opération de réhabilitation et d'extension du Centre Omnisports Paul DESROCHES a fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de programme (AP) approuvée en Conseil Municipal le 11 décembre 2019 pour un montant de **3 684 575 €** répartis en crédits de paiement de 2019 à 2023.

Par délibération du 6 mars 2020, l'autorisation de programme a été augmentée et son montant porté à **4 303 825 €** afin de tenir compte de l'attribution du marché de maîtrise d'œuvre.

Par délibération du 11 décembre 2020, l'autorisation de programme a été augmentée afin de tenir compte de l'avant-projet définitif (APD) et son montant porté à **4 535 600 €**, les crédits de paiement ajustés.

Aujourd'hui, et afin de prendre en compte les réalisations 2020, il est nécessaire d'ajuster les crédits de paiement.

Le Conseil Municipal, par 22 voix pour et 4 voix contre (BARRIQUAND Bruno, CATHELAND Gérard, LACOTE Clément, ROUCHON Marie-Laure) :

- **AJUSTE** les crédits de paiement et **INSCRIT** au Budget de la Commune la dépense d'investissement en résultant selon la décomposition de l'échéancier suivant :

CP 2019	0 €
CP 2020	171 458 €
CP 2021	2 195 560 €
CP 2022	2 165 620 €
CP 2023	2 962 €

- **EQUILIBRE les dépenses comme-suit :**

- FCTVA	744 020 €
- Autofinancement, emprunts, subventions	3 791 580 €

- **ACCEPTE** les modalités de financement.

23. TRAVAUX D'ACCESSIBILITE DANS LES ETABLISSEMENTS RECEVANT DU PUBLIC (ERP) – PROLONGATION DE LA DUREE ET AJUSTEMENT DES CREDITS DE PAIEMENT (Rapporteur : Eric PEYRON)

Les travaux d'accessibilité dans les établissements recevant du public (ERP) ont fait l'objet d'une ouverture de Crédits de Paiement (CP) avec Autorisation de Programme (AP) approuvée en Conseil Municipal le 28 octobre 2011 pour un montant de 718 960 € répartis en crédits de paiement de 2011 à 2015.

Par délibération du 29 mars 2012, du 15 mars 2013 et du 13 mars 2014 le montant de l'APCP avait été diminué successivement de 125 000 €, 70 408 € et de 262 832 € afin de tenir compte des travaux faits en régie par les services. Son montant avait été porté à 260 720 € et les crédits de paiement ajustés en conséquence.

Par délibération du 13 mars 2015, la durée de l'autorisation de programme avait été prolongée et les crédits de paiement ajustés.

Par délibération du 17 mars 2016, il avait été décidé de porter le montant de l'APCP à **446 620 €** suite à la mise en œuvre d'un agenda d'accessibilité programmé (Ad'AP) afin de poursuivre en toute sécurité juridique les travaux d'accessibilité après le 1^{er} janvier 2015, dans un délai de 6 ans, de prolonger sa durée jusqu'en 2021 et d'ajuster les crédits de paiements.

Par délibération des 17 mars 2017, 23 mars 2018, 22 février 2019 et 6 mars 2020, les crédits de paiement ont été ajustés en fonction des réalisations 2016, 2017 et 2018 et 2019.

Aujourd'hui afin de tenir compte des réalisations 2020, il est nécessaire d'ajuster les crédits de paiement et de prolonger la durée de l'APCP afin de tenir compte des éventuels reliquats de facturation pouvant intervenir en 2022.

Par conséquent, le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AJUSTE** les crédits de paiement en tenant compte des réalisations 2020 et **INSCRIT** au budget de la commune la dépense d'investissement en résultat selon la décomposition de l'échéancier prévisionnel suivant :
 - CP 2011 0 €

○ CP 2012	2 954 € (réalisé)
○ CP 2013	30 346 € (réalisé)
○ CP 2014	14 109 € (réalisé)
○ CP 2015	30 646 € (réalisé)
○ CP 2016	25 573 € (réalisé)
○ CP 2017	9 077 € (réalisé)
○ CP 2018	0 € (réalisé)
○ CP 2019	6 569 € (réalisé)
○ CP 2020	8 210 € (réalisé)
○ CP 2021	10 850€
○ CP 2022	308 286 €

➤ **PROLONGE** la durée de l'APCP jusqu'en 2022 afin de tenir compte des éventuels reliquats de facturation

➤ **EQUILIBRE** les dépenses comme suit :

○ FCTVA	70 581 €
○ Subvention DETR	23 712 €
○ Autofinancement, subventions, emprunt	352 327 €

➤ **ACCEPTE** le mode de financement

RESSOURCES HUMAINES

24. PERSONNEL COMMUNAL : MISE A JOUR DU TABLEAU DES EFFECTIFS (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 relatif aux emplois de chaque collectivité ou établissement qui sont créés par l'organe délibérant de la collectivité,

Vu le tableau des effectifs,

Dans le cadre d'un recrutement sur emploi permanent d'un chef d'équipe responsable du service espaces verts (en remplacement de l'agent titulaire qui partira prochainement en retraite), il convient de créer un poste d'agent de maîtrise à compter du 1^{er} mai 2021. En effet, le candidat retenu sera recruté par voie de mutation, puisqu'il est titulaire de la Fonction Publique Territoriale.

M.BARRIQUAND demande qui va remplacer Michel Chat.

M.DIALLO répond qu'il s'agit d'un agent de la commune de Perreux qui est chef des espaces verts, M. Chevalier qui prendra son poste le 17 mai prochain avec une période de tuilage.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

➤ **Crée un poste d'agent de maîtrise à temps complet à compter du 1^{er} mai 2021.**

25. DETERMINATION DU RATIO D'AVANCEMENT DE GRADE (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, et notamment l'article 49,
Vu l'avis du Comité Technique du 23 mars 2021,

Il appartient à chaque assemblée délibérante de fixer, après avis du Comité Technique, le taux permettant de déterminer, à partir du nombre d'agents « promouvables » c'est-à-dire remplissant les conditions pour être nommées au grade considéré, le nombre maximum de fonctionnaires pouvant être promus à ce grade.

La délibération doit fixer ce taux pour chaque grade accessible par la voie de l'avancement de grade.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **FIXE** à compter de l'année 2021 le ratio à 100% pour tous les grades de la collectivité, dans le cadre de la procédure annuelle des avancements de grade.

26. FORFAIT MOBILITES DURABLES (Rapporteur : Daouda DIALLO)

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu le code général des impôts, notamment son article 81,
Vu le code de la sécurité sociale, notamment son article L. 136-1-1,
Vu le code du travail, notamment ses articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1,
Vu le décret n°2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,
Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n°2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat,
Vu le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique territoriale,

Le « forfait mobilités durables », d'abord instauré dans le secteur privé, a pour objectif d'encourager les travailleurs à recourir davantage aux modes de transport durables que sont le vélo et l'auto-partage pour la réalisation des trajets domicile-travail.

Le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020 permet l'application de ce dispositif aux agents territoriaux, qu'ils soient fonctionnaires stagiaires, fonctionnaires titulaires ou contractuels de droit public. Par exception, un agent ne peut pas y prétendre s'il bénéficie déjà d'un logement de fonction sur son lieu de travail, d'un véhicule de fonction, d'un transport collectif gratuit entre son domicile et son lieu de travail, ou encore s'il est transporté gratuitement par son employeur.

Jusqu'ici, seule la participation de l'employeur à hauteur de 50 % du prix d'un abonnement aux transports en commun ou à un service public de location de vélos permettait d'inciter à l'utilisation d'alternatives à la voiture individuelle.

En pratique, le forfait mobilités durables consiste à rembourser tout ou partie des frais engagés par un agent au titre des déplacements réalisés entre sa résidence habituelle et son lieu de travail :

- soit avec son propre vélo, y compris à assistance électrique,

- soit en tant que conducteur ou passager en covoiturage

Le montant du forfait mobilités durables est de 200 € par an, exonéré de l'impôt sur le revenu ainsi que de la contribution sociale sur les revenus d'activité et sur les revenus de remplacement.

Ce montant est modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé si l'agent a été recruté au cours de l'année, radié des cadres au cours de l'année ou bien placé dans une position administrative autre que la position d'activité pendant une partie de l'année.

Pour pouvoir bénéficier du forfait mobilité durables, l'agent doit utiliser l'un des deux moyens de transport éligibles (vélo personnel ou covoiturage) pour ses déplacements domicile-travail pendant un minimum de 100 jours sur une année civile. Ce nombre minimal de jours est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent. Il est également modulé à proportion de la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé s'il a été recruté au cours de l'année, s'il est radié des cadres au cours de l'année ou s'il a été placé dans une position autre que la position d'activité pendant une partie de l'année concernée.

Le bénéfice du forfait mobilités durables est subordonné au dépôt par l'agent d'une déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un ou des moyens de transport éligibles, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé. Si l'agent a plusieurs employeurs publics, la déclaration est déposée auprès de chacun d'entre eux.

L'autorité territoriale dispose d'un pouvoir de contrôle sur le recours effectif au covoiturage et sur l'utilisation du vélo.

Le forfait mobilités durables est versé l'année suivant celle du dépôt de la déclaration sur l'honneur. Son versement incombe à l'employeur auprès duquel la déclaration a été déposée, y compris en cas de changement d'employeur.

Si l'agent a plusieurs employeurs publics et qu'il a bien déposé une déclaration sur l'honneur auprès de chacun d'entre eux, le montant du forfait versé par chaque employeur est déterminé en prenant en compte le total cumulé des heures travaillées. La prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de chacun.

Enfin, le versement du forfait mobilités durables est exclusif du versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos évoqué plus haut et régi par le décret n°2010-676 du 21 juin 2010.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **INSTAURE** à compter du 1^{er} janvier 2021 le forfait mobilités durables au bénéfice des agents publics de la commune de Mably dès lors qu'ils certifient sur l'honneur réaliser leurs trajets domicile-travail avec leur vélo personnel ou en covoiturage pendant un minimum de 100 jours par an, modulé selon la quotité de temps de travail et de la durée de présence dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé,
- **INSCRIT** au budget les crédits correspondants.

27. RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE LA VILLE DE LE COTEAU AU PROFIT DE LA VILLE DE MABLY POUR LE DISPOSITIF DE LA PISTE ROUTIERE (Rapporteur : Daouda DIALLO)

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, relative au statut de la Fonction Publique Territoriale,
Vu la délibération du Conseil Municipal du 14 décembre 2016
Vu l'avis du Comité Technique du 23 mars 2021*

Afin de continuer de permettre aux enfants des écoles de la Ville de Mably de bénéficier de l'organisation de la piste routière dispensée par des professionnels du domaine, la Ville de Mably, qui ne dispose pas à ce jour d'agent dévolu à la prévention et à la sécurité routière sollicite à nouveau auprès de la Ville du Coteau l'intervention d'un agent justifiant de telles compétences.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la nouvelle convention de mise à disposition de service entre La Ville de Mably et la Ville de Le Coteau dont le projet est joint à la présente délibération, pour une durée de 1 an à compter du 1er avril 2021, renouvelable 3 fois par tacite reconduction.
- **AUTORISE** le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

URBANISME-FONCIER-ENVIRONNEMENT

28. INFORMATION DU CONSEIL MUNICIPAL SUR LES DECLARATIONS D'INTENTION D'ALIENER (DIA) ET DE L'EXERCICE DU DROIT DE PREEMPTION (Rapporteur : Serge PRALAS)

Conformément à l'article L 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. Le Maire rend compte au Conseil Municipal des décisions relatives à l'exercice des droits de préemption définis par le Code de l'Urbanisme, en vertu de la délégation reçue du Conseil Municipal en la matière.

Depuis l'information donnée lors du Conseil municipal du 26 février 2021, le droit de préemption n'a pas été exercé pour les Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) suivantes :

Référence cadastrales	Adresse	Superficie	Désignation du bien	Décision de non préemption
AN 26 et AN 27	75 rue Jean de la Fontaine	2163m ²	Bâti sur terrain propre	25 novembre 2020
AR 290	Rue Pierre Corneille	905m ²	Non bâti	26 novembre 2020
AN 251	Route de Briennon	700m ²	Bâti sur terrain propre	26 novembre 2020
BD 8 BD 9	7 rue des Muguets 5 rue des Muguets	1785m ²	Non bâti	26 novembre 2020
BD 9	5 rue des Muguets	1125m ²	Bâti sur terrain propre	1 ^{er} décembre 2020
AK 199 AK 188 à titre	2 rue Jean Mermoz Rue Antoine de St Exupéry	5862m ²	Bâti sur terrain propre	3 décembre 2020

indivis voirie du lotissement (quotité attachée de 1/150èmes)				
AM 151	15 rue Boileau	450m ²	Bâti sur terrain propre	10 décembre 2020
B 1078	2445 Route de Noailly	2500m ²	Bâti sur terrain propre	14 décembre 2020
AW 182	20 rue Martin Luther King	910m ²	Bâti sur terrain propre	15 décembre 2020
BD 153	12 rue Creux Grelu	2001m ²	Bâti sur terrain propre	15 décembre 2020
AP 284 AP 292	6 rue Pierre Corneille 13 rue Prosper Mérimée	677m ²	Bâti sur terrain propre	15 décembre 2020
AM 442	3 rue Baudelaire	234m ²	Bâti sur terrain propre	15 décembre 2020
BD 8 et BD 9	Rue des Muguets	1785m ²	Bâti sur terrain propre	16 décembre 2020
AP 32 et AP 33	73 rue Anatole France	1291m ²	Bâti sur terrain propre	16 décembre 2020
AK 36 AK 55 AK 77	19 rue du Monte Cassino Rue de la Maison du Passeur Rue d'Oradour	1883m ²	Bâti sur terrain propre	17 décembre 2020
AX 63	Rue Martin Luther King	1006m ²	Bâti sur terrain propre	12 janvier 2021
BD 284 BD 285	7 rue des Muguets 5 rue des Muguets	595m ²	Bâti sur terrain propre	19 janvier 2021
AP 215	1 rue des Martyrs de Soweto	16 879m ²	Bâti sur terrain propre	19 janvier 2021
AK 158	44 rue Hélène Boucher	604m ²	Bâti sur terrain propre	20 janvier 2021
AL 301	5 rue François Mitterrand	10 659m ²	Bâti sur terrain propre	22 janvier 2021
AM 200	3 rue Pierre Loti	507m ²	Bâti sur terrain propre	4 février 2021
AK 156	17 avenue des Essarts	512m ²	Bâti sur terrain propre	9 février 2021
AK 208 AK 188 à titre indivis 1/150èmes de chaussées, trottoirs, parcs de stationnement et	20 rue Jean Mermoz Rue Antoine de St Exupéry	5832m ²	Bâti sur terrain propre	10 février 2021

espaces verts				
BA 21	305 Route de Briennon	1370m ²	Bâti sur terrain propre	10 février 2021
BE 111 BE 112	27 rue des Rosiers Rue des Rosiers	151m ²	Bâti sur terrain propre	10 février 2021

M.PRALAS apporte une précision sur certaines superficies importantes correspondant aux voiries intégrées dans certains lotissements.

Le Conseil Municipal prend acte de la présentation des décisions détaillées ci-dessus.

29. AVIS SUR LE PROJET DE CONSTRUCTION D'UN ENTREPOT DE STOCKAGE DE PRODUITS FINIS AU TITRE DE L'INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT SOUMISE A ENREGISTREMENT PAR LA SOCIETE MAISONHAUTE LOGISTICS SITUÉE 17 BOULEVARD DE VALMY A ROANNE (Rapporteur : Jacky GENESTE)

La société MAISONHAUTE Logistics a déposé le 2 décembre 2020 une demande d'enregistrement complétée le 4 janvier 2021 pour l'extension de son entreprise, située au 17 Boulevard de Valmy à Roanne, par l'ajout d'une nouvelle cellule de stockage.

Cette installation est soumise à enregistrement au titre des ICPE. Dans ce cadre, elle fait l'objet d'une consultation du public, organisée par la Sous-Préfecture de Roanne, qui est actuellement en cours. Elle se déroule du 1^{er} mars jusqu'au 30 mars 2021 inclus et la mairie de Roanne est le siège de cette consultation du public.

En conséquence,

Vu le Code l'Environnement et notamment ses articles R512-46-11 à R512-46-15 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L111-18-1,

Vu la demande d'enregistrement au titre des ICPE relative à la construction d'un entrepôt de stockage de produits finis Boulevard de Valmy à Roanne, déposée le 2 décembre 2020 au Guichet Unique de la Sous-Préfecture de Roanne, et complétée le 4 janvier 2021 par la société MAISONHAUTE Logistics, dont le siège social est situé au 17 Boulevard de Valmy 42300 Roanne, et représentée par Messieurs Alain Maisonhaute et Geoffray Maisonhaute cogérants. Cette demande vise l'extension d'une entreprise existante par l'ajout d'une nouvelle cellule de stockage,

Vu les pièces et plans annexés à la demande,

Vu le rapport de recevabilité du 6 janvier 2021 de l'Unité Interdépartementale Loire Haute-Loire de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) Auvergne-Rhône-Alpes, chargée de l'inspection des installations classées, estimant le dossier complet et régulier pour la mise à la consultation du public,

Vu l'arrêté du Préfet de la Loire N°15/2021 du 18 janvier 2021, portant ouverture d'une consultation du public, préalable à la demande d'enregistrement au titre des ICPE relative à la construction d'un entrepôt de stockage de produits finis à Roanne par la Société MAISONHAUTE Logistics,

Considérant qu'en application de l'article R 512-46-16 du Code de l'Environnement, le Sous-Préfet de Roanne, par courrier du 20 janvier 2021, demande l'avis du conseil municipal des communes comprises dans un rayon d'un kilomètre autour du périmètre du projet,

Considérant que le projet consiste en la création d'un 3ème bâtiment sur un site existant, situé en zone Ue du PLU de la ville de Roanne, comprenant une cellule de stockage à température régulée de 5200m² permettant d'entreposer environ 64 700m³ de marchandises supplémentaires, une zone de bureaux de 196m² et un local de charge de 126m²,

Considérant que le projet est implanté en partie sur un site déjà imperméabilisé et que les nouvelles surfaces imperméabilisées créées (toiture + voirie) par le projet seront de 7412m²,

Considérant que le projet prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques d'une superficie de 1100m² en toiture conformément à l'article 47 de la loi Energie et Climat N°2019-1147 du 8 novembre 2019 qui précise que les nouvelles constructions créant plus de 1000m² d'emprise au sol doivent intégrer soit un procédé de production d'énergies renouvelables, soit un système de végétalisation, soit tout autre dispositif aboutissant au même résultat,

Considérant que les eaux pluviales de voiries seront prétraitées par le biais d'un séparateur hydrocarbure, puis transiteront dans un bassin de rétention étanche avant rejet dans le réseau public de la ville de Roanne,

Considérant que les déchets dangereux générés par le site, à savoir les boues des séparateurs hydrocarbures, seront produits en faible quantité, évacués par des filières agréées pour être ensuite enfouis,

Considérant que le trafic routier du site est évalué à 45 poids lourds entrants par jour après la création dudit bâtiment contre 30 poids lourds aujourd'hui, que la circulation des poids lourds aura lieu le jour, que le moteur des véhicules sera à l'arrêt lors des phases de chargement et de déchargement, que le bruit engendré par le site respectera les valeurs des seuils réglementaires et que le site ne comportera pas d'équipement bruyant,

Considérant que les émissions lumineuses seront issues de l'éclairage des voiries du site, que les faisceaux lumineux de l'éclairage extérieur seront orientés vers le bas, que l'intensité lumineuse de ces éclairages sera adaptée et ne sera pas surdimensionnée,

Considérant que la rétention des eaux d'extinction incendie sera réalisée dans le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie au nord du site,

Considérant qu'aucune poussière ne sera générée par l'activité du site et que les voiries seront revêtues,

Considérant que le site n'est pas implanté au sein d'un corridor écologique, et que le projet n'est pas susceptible d'avoir une incidence notable sur le site Natura 2000 le plus proche dénommé « Milieux Alluviaux et Aquatiques de la Loire »,

M.BARRIQUAND veut attirer l'attention sur cette installation, car dans l'un des bâtiments, il y a plus de 80 000 m² de matière combustibles stockées. C'est un vrai risque en termes d'incendie à proximité des habitations.

M.PEYRON lui répond que ce risque est à atténuer puisque il y a des compartiments dans ce bâtiment où sont disposées ces matières combustibles qui protègent des incendies. Celui-ci en profite pour donner quelques éléments concernant le projet d'installation de groupes froids de la société MAISONHAUTE.

Le Conseil Municipal, par 24 voix pour et 2 voix contre (BARRIQUAND Bruno et CATHELAND Gérard) :

- **FORMULE**, indépendamment du déroulement de la consultation du public, **un avis favorable** au projet de construction d'un entrepôt de stockage de produits finis à Roanne par la Société MAISONHAUTE Logistics **sous réserves** :

D'optimiser la circulation des poids lourds, générés par la construction de ce 3^{ème} bâtiment de stockage, en privilégiant les grands axes à savoir la RD482 et la rocade RN7. En effet, le Conseil Municipal souhaite que les poids lourds n'empruntent pas les voies situées dans les quartiers résidentiels de Mably.

Et de limiter les émissions de gaz à effet de serre générées par les 15 poids lourds supplémentaires en mettant en place des mesures comme par exemple un suivi régulier de la formation des chauffeurs à l'éco-conduite, ou encore l'achat de poids-lourds plus propres en remplacement des poids lourds existants.

- **DECIDE** de transmettre l'avis du Conseil Municipal de Mably sans délai aux services préfectoraux.

30. ECLAIRAGE PUBLIC – PROGRAMME 2021 : MODERNISATION DE 38 POINTS LUMINEUX RUES MICHEL RONDET, PIERRE CORNEILLE ET ALFRED DE MUSSET (Rapporteur Robert GODOT)

Il y a lieu d'envisager des travaux d'éclairage public. Le programme 2021 concerne la modernisation de 38 points lumineux à forte puissance Rues Michel Rondet (8 ensembles), Pierre Corneille (10 lanternes) et Alfred de Musset (20 lanternes).

Conformément à ses statuts (article 2 notamment) et aux modalités définies par son Comité et son Bureau, le SIEL-Territoire d'énergie Loire peut faire réaliser des travaux pour le compte de ses adhérents.

Par transfert de compétences de la commune, il assure la maîtrise d'ouvrage des travaux faisant l'objet de la présente. Il perçoit, en lieu et place de la commune, les subventions éventuellement attribuées par le Conseil Départemental de la Loire, le Conseil Régional Auvergne-Rhône-Alpes, l'Union Européenne ou d'autres financeurs.

Financement - Coût du projet actuel :

Détail	Montant HT Travaux	% - PU	Participation Commune
Eclairage public programme 2021	49 167.00 €	98.0 %	48 183.00€
TOTAL			48 183.00€

Ces contributions sont indexées sur l'indice TP 12.

A défaut de paiement dans le délai de trente jours, à réception du titre de recette, il sera appliqué des intérêts moratoires au taux légal en vigueur.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **PREND** acte que le SIEL-TE, dans le cadre des compétences transférées par la commune, assure la maîtrise d'ouvrage des travaux d'"Eclairage public programme 2021" dans les conditions indiquées ci-dessus, étant entendu qu'après étude des travaux, le dossier sera soumis à Monsieur le Maire pour information avant exécution,
- **APPROUVE** le montant des travaux et la participation prévisionnelle de la commune, étant entendu que le fonds de concours sera calculé sur le montant réellement exécuté,
- **PREND** acte que le versement du fonds de concours au SIEL-TE est effectué en une seule fois,
- **DECIDE** d'amortir ce fonds de concours en **15** années,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces à intervenir.

COHESION SOCIALE

31. MISE A DISPOSITION DE BATIMENT COMMUNAL – APPROBATION DE L'AVENANT A LA CONVENTION ENTRE LA COMMUNE DE MABLY ET LE DEPARTEMENT DE LA LOIRE (Rapporteur : Itidal FADHLOUN)

La **Commune de Mably** est propriétaire du bâtiment BA0501 situé au numéro 48 de l'Avenue de Noyon à Mably, et le met à disposition en grande partie au Centre social de Mably. De 2016 à 2020, la Commune de Mably mettait à disposition le local médical attenant à l'Association PLEIADES pour ses prestations d'aide, d'accompagnement et de soins à domicile, et cette dernière devait également tenter de trouver un médecin qui pourrait alors assurer une activité médicale dans ce local. La convention avec l'association PLEIADES est arrivée à échéance le 31 décembre 2020, au regard des difficultés contextuelles liées à la situation de pénurie de médecins, et n'est pas renouvelée.

Le **service de protection maternelle et infantile (PMI)** est un service départemental, placé sous l'autorité du président du conseil départemental et chargé d'assurer la protection sanitaire de la mère et de l'enfant. Le service de PMI organise notamment des consultations et des actions médico-sociales de prévention et de suivi en faveur des femmes enceintes, des parents et des enfants de moins de 6 ans, ainsi que des activités de planification familiale et d'éducation familiale. Il joue également un rôle essentiel en matière d'accueil des jeunes enfants : instruction des demandes d'agrément des assistantes maternelles, réalisation

d'actions de formation ; surveillance et contrôle des assistantes maternelles ainsi que des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans. Il participe, enfin, aux actions de prévention et de prise en charge des mineurs en danger.

S'agissant d'un secteur où aucune consultation PMI n'est organisée en proximité de la population, sur site, ce local permettrait de répondre aux besoins de la population mablyrote. Suite à la visite du local désigné ci-dessus, ce dernier est totalement adapté pour les permanences du **mardi matin** (alternance puéricultrice PMI et consultation médicale PMI).

La **Commune de Mably** propose donc que ce local soit mis à disposition gratuitement au Département compte tenu du caractère de son activité de consultation PMI, et du partenariat privilégié que nous nouons dans le contexte du réseau parentalité, d'une part, et du partenariat avec les services du Pôle Développement Social et Culturel, d'autre part. La présente convention vise à formaliser la mise à disposition de ces locaux.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **FAIT PART** des avis sur cette proposition.
- **APPROUVE** la convention de mise à disposition entre la Ville de Mably et le Département,
- **AUTORISE** M. le Maire ou son représentant à signer ladite convention.

32. CENTRE SOCIAL DE MABLY - APPROBATION DES COMPTES DE RESULTATS 2020 ET VERSEMENT SOLDE SUBVENTION 2020
(Rapporteur : Itidal FADHLOUN)

La Ville de Mably et le Centre Social de Mably sont partenaires dans le cadre du développement social local et de la mise en œuvre des projets éducatifs et de loisirs.

Au titre de la convention quadripartite d'objectifs et de financement, signée avec le Centre social, le Conseil Départemental et la Caisse d'Allocations Familiales pour la période 2017/2020, la commune a confirmé, lors du conseil municipal du 23 février 2018, son niveau de participation financière plafonnée à 125 500 € orienté vers la fonction de pilotage, l'ALSH et l'entretien des locaux, se répartissant comme suit :

- 45 500 € forfait affecté au pilotage,
- 70 000 € plafonnés et affectés à l'ALSH, montant maximum, sur production des comptes de résultat,
- 10 000 € plafonnés et affectés à l'entretien des locaux, montant maximum, sur production des comptes de résultat.

Ainsi, comme convenu au titre de la convention 2017-2020, le Centre Social de Mably nous a fait parvenir son compte de résultat pour l'année 2020 et son bilan 2020, certifiés par l'expert-comptable.

Compte-tenu du réalisé 2020 (et mis en miroir avec l'année 2019) et de la sincérité des comptes, visé par l'expert-comptable, nous proposons qu'en conséquence et conformément à la convention d'objectifs et de financement, la subvention de la commune puisse être attribuée dans sa globalité pour l'année 2020, soit 125 500 €.

Compte tenu des avances déjà versées d'un total de 94 125 € (34 125 € au titre du pilotage ; 52 500 € pour l'accueil de loisirs et 7 500 € pour l'entretien des locaux), **le solde dû** au Centre Social de Mably au titre de l'année 2020 est de **31 375 €**.

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **APPROUVE** les montants des subventions au centre social au titre de l'année 2020 à hauteur de 45 500 €, 70 000 € et 10 000 € (montants plafonds) ;
- **AUTORISE** le versement du solde 2020 à hauteur de 31 375 € soit 11 375 € au titre du pilotage, 17 500 € pour l'accueil de loisirs et 2 500 € pour l'entretien des locaux ;
- **PRECISE** que les crédits ont été prévus au budget.

AFFAIRES CULTURELLES

33. PROJET INTERCOMMUNAL « MUSIQUES ACTUELLES » : ZICONORD APPROBATION DE L'AVENANT POUR L'ANNEE 2021 A LA CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT DE LA LOIRE ET LES VILLES DE ROANNE, MABLY, RIORGES et ROANNAIS AGGLOMERATION (Rapporteur : Françoise PLOTTON)

Nous avons approuvé lors de notre séance du 6 Novembre 2020 les termes de la convention pour le dispositif Ziconord avec les villes de Riorges et Roanne, Roannais Agglomération et le Conseil Départemental de la Loire.

Le dispositif Ziconord est un dispositif intercommunal d'accompagnement des groupes de musiciens amateurs.

Un avenant annuel en précise les modalités d'application, sans en changer le montant des participations de chacune des parties (pour mémoire 1 000 € annuels pour Mably).

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à signer l'avenant à la convention relative au dispositif Ziconord pour l'année 2021,
- **INSCRIT** les dépenses sur les lignes correspondantes du budget 2021.

VIE ASSOCIATIVE

34. VERSEMENT DES SUBVENTIONS ANNUELLES 2021 (Rapporteur: Eric PEYRON)

Après examen par la Commission « Développement de la vie et des relations associatives » et par la Commission « Cohésion Sociale – Enfance Jeunesse – Solidarité – lutte contre les discriminations » des dossiers de demandes de renseignements pour l'année 2021 de chaque association qui les concerne (comprenant le rapport d'activités 2020, le projet pour 2021, le compte rendu financier 2020 ainsi que le budget prévisionnel 2021),

Le Conseil Municipal, à l'unanimité :

- **ACCORDE** les aides annuelles suivantes :

80€ à l'association Abstinence et Sobriété de la Loire

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Amicale des retraités de la Ville de Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Ligue de l'Enseignement de la Loire – programme Lire et faire lire

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Culture et Loisirs - 3ème Age

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

600€ à l'association Secours Populaire Français – Comité de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association France Alzheimer Loire - antenne de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Association des donneurs de voix - Bibliothèque sonore de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

200€ à l'association ATD Quart Monde – groupe de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

200€ à l'association Animation Formation Aide aux Familles (A.F.A.F.)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

300€ à l'association A.R.R.A.V.E.M. (Association Région Roannaise Aide aux Victimes et Médiation)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

500€ à l'association A.D.A.P.E.I. secteur ROANNE CHARLIEU

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Les Mousquetaires de la nuit

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Croix Rouge Française

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

250€ à l'association Restaurants du coeur de la Loire

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

200€ à l'association SOS Violences Conjugales 42

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

120€ à l'association Mouvement Vie libre - Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Ligue contre le cancer (Comité de la Loire)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association J.A.L.M.A.L.V. Roanne (Jusqu'à la mort accompagner la vie)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Association des Groupements de Parkinsoniens du Roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Fédération Nationale des Accidentés du Travail et des Handicapés
(F.N.A.T.H.) - section de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

4 500€ à l'association Phare en Roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

200€ à l'association Banque Alimentaire de la Loire

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Joyeux Jeudis (les)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

160€ à l'association F.N.A.C.A.

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association F.N.D.I.R.P. - section de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Souvenir Français

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association des parents d'élèves du groupe scolaire des Sables

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Sécurité et promotion du cyclisme en Roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

300€ à l'association Union des syndicats C.F.D.T. du Roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

300€ à l'association Union locale C.G.T. des cantons du roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

300€ à l'association Union locale des syndicats C.F.T.C. de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

420€ à l'association Association pour le don du sang bénévole de Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

1 000€ à l'association Sauveteurs Secouristes de Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

6 000€ à l'association Amicale Laïque Arsenal

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Comité de fleurissement de Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

500€ à l'association Comité de gestion des étangs communaux du Merlin

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

1 500€ à l'association Culture et Loisirs

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

2 500€ à l'association Club Athlétique du Roannais (C.A.R.)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

600€ à l'association Culture et Loisirs - Running Club de Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

600€ à l'association C.S.A.D.N. Cyclisme

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

160€ à l'association C.S.A.D.N. Cyclotourisme

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

1 000€ à l'association Union BMX du Roannais (U.B.R.)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

14 000€ à l'association Roannais Foot 42

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

3 200€ à l'association Union Gymnique Roanne Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

300€ à l'association Archers de Mably (les)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

400€ à l'association Association Sportive du Collège Louis Aragon de Mably (U.N.S.S.)

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

160€ à l'association C.S.A.D.N. Randonnée

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

2 000€ à l'association Tennis Club de Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Art et Toiles

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association C.S.A.D.N. section Arts

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association Cercle Condorcet de Roanne

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

100€ à l'association D'art d'art

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

150€ à l'association Ligue des droits de L'Homme - section de Roanne et du Roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

240€ à l'association Phot'Objectif Mably

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

600€ à l'association Rencontres Musicales du Roannais

Objet : Fonctionnement – Subvention pour l'année 2021

35. VERSEMENT SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES 2021 **(Rapporteur: Eric PEYRON)**

Le Conseil Municipal, après examen de plusieurs demandes de subventions parvenues en Mairie depuis la dernière séance, à l'unanimité :

- **ACCORDE** les aides exceptionnelles suivantes :
- **500,00 €** à l'association « **Phot'Objectif Mably** » : organisation d'un stage « Progresser dans sa culture photo et construire un travail d'auteur » avec un photographe professionnel extérieur : Jean-Christophe BECHET les 25 et 26 avril 2021 et les 12 et 13 juin 2021.
 - **2 000,00 €** à l'association « **Sauveteurs Secouristes de Mably** » : aide au financement de l'acquisition de défibrillateurs et d'attelles gonflables, et à l'aménagement du véhicule d'intervention (peinture, sérigraphie et flocage).

LETTRES DE REMERCIEMENT

M.PEYRON fait part des remerciements de l'Etablissement Français du Sang Auvergne Rhône Alpes, site de Roanne pour l'aide accordée le mardi 2 mars lors de la collecte de sang dans la nouvelle salle de basket de la commune.

QUESTIONS DIVERSES

M.BARRIQUAND fait part du souhait des élus de "Bien vivre à Mably" de maintenir les piscines existantes sur les communes, dont celle de Mably. Alors que M.NICOLIN fait la promotion d'un centre aqualudique et que les élus de Roannais Agglomération ont approuvé ce projet.

M.PEYRON lui répond qu'il ne partage pas le choix d'un centre aqualudique et les conséquences associées comme la destruction du Nauticum. Mais l'heure n'est plus à ce

débat-là. Le dernier Conseil Communautaire devait se prononcer sur la localisation de ce nouvel équipement, point sur lequel les délégués communautaires de la commune de Mably ont en effet exprimé un avis favorable.

La piscine de Mably est par contre gérée par une association, échappant au giron intercommunal ; la dite association devait la remettre en service l'année dernière mais, n'a pas pu le faire en raison de la crise sanitaire. Cette association recevait chaque année une subvention de 10 000 € de la commune. La commune de Mably est toujours en soutien mais sans validation pour l'instant de la subvention en 2021.

M.PEYRON informe le Conseil Municipal sur le mécontentement de M.CATHELAND concernant une photo du Conseil Municipal parue dans le dernier Mably info. Il souhaite un dédommagement de 1000 € et saisir, le cas échéant, son avocat car il n'avait pas donné son accord au titre de son droit à l'image.

M.PEYRON précise que M.CATHELAND en tant que conseiller municipal est une personne publique qui peut effectivement apparaître sur des photos à portée générale représentant une réunion de l'assemblée délibérante à laquelle il appartient et assiste mais qu'il n'est pas ciblé personnellement ; d'ailleurs il est quasiment impossible à identifier sur la dite photo. De ce fait, M.CATHELAND ne peut revendiquer aucun droit à image et la commune ne le dédommagera pas.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h20.

Affichage le jeudi 1^{er} avril 2021 à la porte de la Mairie et à la porte du gymnase du Bourg.

Le Maire,

Eric PEYRON



Le secrétaire de séance,

Xavier VILLARD



